

est Juin Reals n° 49 + suppl du 28 Juin au 1er Aout

Hors série du Monde libertaire à partir du 28 juin

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

14 au 20 juin 2001



10 F
1,52 €

Lesbian and gay pride 2001

L'homosexualité n'est pas une marchandise

EST-CE L'USURE ET/OU LE passage du temps? Un ancien militant du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), anarchiste dès sa première heure, ne devrait pas s'écouter, mais devrait être « fier » de défilé, un jour comme celui de la *Lesbian and Gay Pride* (LGP), traduire « journée de la fierté lesbienne et homosexuelle ».

décidé fédéralement, pour l'an 2000, d'être présente dans plusieurs villes françaises, belges, voire européennes (elles y sont depuis de nombreuses années déjà présentes, depuis des lustres, pour certaines d'entre-elles), afin d'y exprimer l'expression d'une solidarité et d'un soutien de la juste lutte et de la juste cause des lesbiennes et des homos. Celle qui démarra un certain mois de juin 1971, à

entraîner une prise de conscience de l'exploitation de l'individu dans « le nivellement par le bas ». Surtout dans un contexte d'une société morale autoritaire et patriarcale, qui ne supporte pas la prise de conscience générale de l'exploitation « par le haut », alors comment pourrait-elle, en plus, tolérer les différences? Surtout quand celles-ci s'accompagnent d'une analyse politique de base!

C'est un fait. L'année passée, parlons de l'accueil que nous ont réservés les membres de la communauté consumériste, pour exemple, dans le Marais à Paris: des bars homos ne supportaient notre présence, en tant que militants anarchistes, devant leurs établissements, tout simplement parce que nous leur rappelions dans un tract, notre point de vue sur l'exploitation de l'individu dans le seul et unique filtre du rapport à l'argent, du rapport au profit. Nous nous fîmes souvent, proprement virer de ces lieux où l'argent compte plus que tout sentiment humain et surtout celui d'une expression et d'une revendication différente à concevoir les rapports humains, à vivre et à repenser les rapports entre individus.

change des boissons gratuites et de la mascarade marchande », il n'en fut pas moins, pour autant, remarqué par des participants qui tinrent à peu près ce langage: « Vous les anars et autres Acr-Up, vous êtes des trouble-fête. Qu'est-ce que vous venez nous emmerder un jour comme aujourd'hui, avec vos slogans politiques et déplanants. Nous, on est là pour faire la fête, on a pas envie de penser aux séropositifs, aux prisonnier-e-s, ni aux femmes isolées séropositives, ou autres travailleuses du sexe exploitées! »

sexuel-le, homme, homo (Afghan, Algérien, Pakistanais, Tchèque, Turque, Kurde), j'en passe et des meilleures, désolé le genre masculin l'emporte, (encore une bastille à prendre sur le genre grammairien!), une prisonnière séropositive, voilée, violée ou tchadorisée... Nié-e-s, nous serons encore là, cette année à cracher notre dégoût en face des laboratoires, alliés des pays riches (du Nord, comme ils disent), des possédants de l'ordre moral planétaire...

Nous serons là pour marquer notre différence, à Paris (en tant qu'individu-e-s ou avec les copin-e-s d'organisations qui se battent, comme l'Arhdis, ou Acr-Up), en régions, en Europe et dans le monde entier...

Pour rappeler partout, pour répéter que « Nous ne nous terrons jamais! » Il n'est pas question pour nous, comme les socio-démocrates, de faire « tolérer des droits », qui nous paraissent évidents!

La liberté ne se donne pas, ne se mérite pas: La liberté se prend!

Patrick Schindler. - Claiaaaah

C'est la société qu'il faut changer!

Et ce n'est pas un petit « saut de PACS » ou autre « Droit à l'adoption » qui nous satisfera!

Un an a passé et cette année encore, la FA sera là! Pour, rappeler qu'en tant qu'anarchistes, nous irons à la LGP. Pour bien sûr, rappeler que des gens, partout dans le monde, revendiquent le simple droit d'être une femme, tran-

Faut-il être politiquement correct?

Ah! bien sûr, notre tract n'était pas rempli d'éloges pour les patrons organisés de cette mascarade « des lieux de tolérances » que sont les bars lesbiens et gais, où pour être respecté-e-s, il faut consommer, de préférence être jeune, blanc-he, non opéré-e et ne surtout pas parler de politique! (À Paris, notamment, il existe un syndicat musclé pour défendre les patrons d'établissements de profits gays, le SNEG, pour ne citer que lui, et des bars musclés lesbiens qui interdisent à des copines opérées d'être de « vraies femmes! »).

Le lendemain de la LGP 2000 fut un autre jour à Paris: le char de la Fédération anarchiste qui exprimait son dégoût de l'ordre moral, de l'agisme et son respect pour tous les genres et les transgenres, qui remettent en question les fondements d'une société basée sur le patriarcat. Qui revendiquait enfin, le droit à toutes les différences individuelles. Il n'était pas... politiquement correct! S'il fut ponctuellement apprécié « Ah! ça fait plaisir de voir des gens politisés, des anars, à la LGP, ça nous

Stonewall (New-York), lors d'une persécution policière et musclée contre des militants et des militants de la lutte pour le droit à la différence!

Une lutte spécifique pour quoi faire?

Si l'esprit de revendication était présent l'an passé, le sentiment de sympathie réciproque de la part des manifestants, les retombées, ne furent pourtant pas pourtant plus nombreuses, ni significatives.

En effet, on peut se poser la question de savoir si une lutte spécifique peut



Soit, il ne faut pas s'écouter. Il faut toujours marcher, partout où il y a une liberté à prendre, ou à sauvegarder! Va, alors, pour la fierté d'être anarchiste, d'être gai, lesbienne, antipatriarcal-e et j'en passe!

L'an dernier, le contexte était différent. La Fédération anarchiste avait

ISSN 0026-9433 - N° 1249

M 2137 - 1249 - 10,00 F



FOP 2520

Loi de 1970 sur les drogues 30 ans ça suffit!

LE MOUVEMENT prohibitionniste exerce un lobbying depuis la moitié du XIX^e siècle, date à laquelle le droit s'empare des drogues. En 1919, les mouvements moralistes obtinrent même la prohibition de l'alcool aux États-Unis. En 1926, les tenants de l'ordre moral américain s'attaquent à la marijuana, « cette arme soviétique conçue pour envahir le pays de la liberté ». Les premières conférences internationales se déroulent en 1912, 1924... pour aboutir entre autres à la convention internationale unique de 1961 (toujours existante et ratifiée par 115 États). Depuis 1961, c'est une guerre mondiale qui se met en place. En France, c'est la loi de 1970 qui réglemente cette répression en allant jusqu'à pénaliser l'usage privé de psychotropes.

30 ans de guerre, pour quel bilan?

30 ans d'interdit, c'est plus de 20 000 morts et 350 000 contaminations des virus hépatites B ou C et du sida. Sur les 20 000 morts on compte près de 8 000 overdoses. La prohibition a pour conséquences un manque d'informations sur les formes et précautions d'usage, une méconnaissance des produits absorbés (entre autres sur les concentrations avec une absorption de doses inhabituelles). Rappelons que la prohibition de l'alcool aux États-Unis au début du XX^e siècle avait déjà engendré des phénomènes similaires, en provoquant ainsi en moins de 10 ans avec l'alcool frelaté plus de 10 000 morts et 30 000 aveugles.

30 ans d'interdit, c'est aussi 30 ans de répression avec plus d'un millions de personnes interpellées, dont en 2000 près de 98 000 (soit 40 fois plus qu'en 1971). De plus, près de 95 % des personnes interpellées sont des usagers simples ou usagers revendeurs (petite vente pour financer son propre usage ou ses fins de mois mais en aucun cas des « gros bonnets » qui pourtant existent...). En 30 ans, entre 400 000 et 500 000 personnes sont passées par la case prison et plus de 100 000 ont subi une injonction thérapeutique (obligations de soins qui est un échec total car

seul un traitement librement choisi est susceptible de porter des fruits).

30 ans de guerre à la drogue, ça a un coût! Tous les ans 1 600 milliards de francs sont dépensés pour la justice, 2 500 milliards de francs pour la police, gendarmerie et douanes contre 250 milliards de francs pour la prévention.

30 ans de guerre à la drogue pour finalement construire un commerce plus juteux que celui du pétrole. 30 ans de guerre pour finalement obtenir une croissance de l'usage avec en France, pour le cannabis, entre 3 et 5 millions d'usagers réguliers...

La prohibition au service de qui?

Alors pourquoi continuer cette guerre avec un tel bilan? Les chiffres le démontrent: la drogue c'est avant tout un « fabuleux » commerce avec parfois plus de 1000 % de marges bénéficiaires. Mais la prohibition est aussi un formidable outil géopolitique pour les États. Outil permettant de financer des opérations clandestines (partis, dictatures, guérillas...), la prohibition est aussi un outil qui permet de maintenir une pression économique et politique face aux pays producteurs. C'est ainsi que les pays d'Amérique latine, tous producteurs ou distributeurs, qui ne se soumettent pas aux conditions des États-Unis s'attirent automatiquement les foudres de la lutte anti-droque...

Mais la prohibition est surtout au service du pouvoir comme élément de contrôle social. Pasqua, au lendemain de l'assassinat policier de Malick Ousseine en 1986, résumait très bien la situation: « La démocratie s'arrête là où commence la raison d'État. » L'État est le garant, construit par la bourgeoisie elle-même, du maintien de « notre » société inégalitaire. De l'exploitation économique, des oppressions politiques naissent des luttes, des revendications. Et en fonction des rapports de force en jeu, l'État se propose toujours pour faire le médiateur, pour négocier... Mais le rôle de l'État est aussi d'éviter toute prise de conscience individuelle ou collective, de mettre sous dépendance de multiples populations, de les

contrôler: par l'achat social de certaines populations (assistanat, RMI...), par la manipulation des esprits (religion, télévision, nationalisme...), par le développement des technologies de l'information (vidéosurveillance et logiciel de reconnaissance, interconnexion des fichiers) et aussi par les lois d'exception. Rappelons-nous l'intérêt d'une mesure telle que celle de Vigipirate. Annoncée comme devant enrayer le terrorisme, cette mesure était un outil de contrôle des sans-papiers, des maghrébins afin de leur montrer où se situait l'autorité... La peur et donc la lutte contre l'ennemi intérieur est une nécessité structurelle à toute société autoritaire. Une nécessité avant tout car elle sert de ciment idéologique, d'élément unificateur au-delà des oppressions et des rapports de pouvoir. Mais c'est aussi un prétexte juridique: le pouvoir peut fabriquer, exagérer, mentir, créer de toute pièce une juridiction sans rapport avec les réalités mais lui donnant un formidable pouvoir. Juridiction qui s'appliquera au-delà du groupe bouc émissaire. La loi de 1970 vise ainsi avant tout les jeunes et les banlieues; tout comme aujourd'hui l'État cherche de nouveau à renforcer la législation face aux raves. Contrôler une population dangereuse (c'est-à-dire dans laquelle il peut exister un potentiel de révolte) est une nécessité: c'est ainsi que les pouvoirs de police sont depuis 1970 étendus d'années en années: droit de faire des perquisitions la nuit, allongement de la durée de garde à vue au même titre que pour le terrorisme, notion de flagrant délit transformé en « indices apparemment délictueux », droit pour la police de provoquer le marché... « Si la persécution des drogués marche bien, ce n'est pas qu'elle protège la société des maux, mais parce qu'elle réaffirme les valeurs fondamentales du groupe et rassure les gens sur le fait que leurs gardiens font bien leur travail » (Thomas Szasz).

Quelles revendications?

Les mobilisations autour du 18 juin sont l'occasion (comme il y en a d'autres dans l'année) de dénoncer cette loi libéricide en l'intégrant dans une lutte plus globale, contre toutes les formes de contrôle social. Remettre en cause cet outil de contrôle, c'est aussi remettre en cause l'ordre moral qui se cache derrière. « L'ordre moral passe dans la tentative de figer la morale dans le but que ses valeurs deviennent absolues. Il y a un glissement de la morale au dogme. Mais l'imposition d'un ordre moral par un groupe dominant n'est pas un but en soi. Ce n'est qu'un moyen utilisé pour asseoir son pouvoir. Aussi le rôle joué par la morale sera plus ou moins grand suivant les modalités de domination. » (brochure *Ordre moral*, Ed du Monde libertaire).

Pour nous donc militer pour une dépenalisation, c'est d'abord lutter

L'APPEL DU 18 JUIN



contre ce triste bilan de 30 ans de répression, c'est faire sortir plus de 15 000 personnes de prison, mais c'est aussi lutter contre le contrôle social exercé par l'État, contre l'ordre moral qui cherche à contrôler nos corps pour finalement contrôler nos consciences et nos vies. Militer pour une dépenalisation, c'est aussi lutter au sein des mouvements d'usagers (CIRC, ASUD...) car c'est aux usagers de sortir de la clandestinité et ne pas laisser ce débat dans les mains des différents spécialistes (médecins, avocats, politiciens...). Militer pour une dépenalisation, c'est aussi réfléchir sur la forme d'une éventuelle légalisation, ce n'est pas nier les risques biologiques, les risques de dépendances et de déchéances, c'est défendre la nécessité d'une réelle et objective prévention, c'est ne pas vouloir que les psychotropes restent des marchandises.

Faisons en sorte que les mobilisations autour du 18 juin (de Paris à Lyon, de Nantes à Rennes...) soient des lieux de rencontres, de confrontations et donc de politisation d'une revendication de liberté. Faisons en sorte que cela soit aussi l'occasion de sortir de notre clandestinité afin de refuser l'atomisation, la peur et l'enfermement autour de cette peur, réel objectif des lois prohibitionnistes.

Théo Simon (Commission antiprohibitionniste de la FA)

Sources chiffrées:

- OGD (Observatoire Géopolitique des drogues), rapports annuels disponibles sur Internet (depuis deux ans n'existe plus sur version papier)
- Act Up dossier de presse « 30 ans ça suffit »
- Rapport annuel du ministère de l'intérieur

Toutes ces informations sont disponibles sur: www.fanantes.org

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublert
Service abonnement: 02 35 84 27 17
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

Le Monde libertaire hors série

- Le productivisme en question
 - Refondation sociale
 - Boycott et luttes sociales
 - Biotechnologies: halte au hold up
 - Toujours plus de sécurité
 - Traitement social du handicap
 - Euthanasie et discours sur la mort
 - Sectes et manipulations mentales
 - Expériences éducatives au Sénégal
 - Mouvement anarchiste en Suisse
 - Actualité et réalités des pratiques libertaires
 - Mode de vie et projet de société
 - Transformation sociale et école démocratique
 - Médias alternatifs
 - Bande dessinée inédite
- en kiosque à partir du 28 juin - 20 F

Quand la politique se couche devant la finance

L'AN DERNIER PARAISSAIT UN ouvrage collectif « Europe inc. : liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires européens », dont l'objectif était de mettre à nu le travail souterrain des lobbies, principalement de notre continent. Que nous apprennent les auteurs de cette enquête?

Dix ans après les États-Unis, au début des années 1980, la Commission européenne commence à tisser des liens avec l'industrie. Peu à peu, s'établissent des alliances stratégiques, une étroite collaboration, voire une symbiose. Grâce à l'action efficace de leurs multiples lobbies, ce sont les multinationales qui font passer les règles du nouvel ordre mondial.

Le seul profit comme objectif

À travers ces jeux d'influences, le but poursuivi est toujours le même: modifier ou empêcher les législations qui pourraient être contrairement aux intérêts des firmes; encourager la libéralisation, la déréglementation, c'est-à-dire la suppression des lois, des normes qui constituent « de graves et inutiles entraves au commerce », la privatisation; servir les besoins des multinationales au détriment des populations et de l'environnement; réduire les dépenses publiques (consommation, retraites, soins médicaux, allocations sociales...). L'obsession est omniprésente: la compétitivité par l'innovation. Aucun sujet n'est négligé: monnaie unique, biotechnologies, transports, télécommunications, énergie, agriculture, santé, politiques fiscales, et bien sûr, expansion de l'Union vers l'Europe centrale et orientale, précieux réservoir de main-d'œuvre hautement qualifiée travaillant à bas prix (« nouvelle Asie du Sud-Est à notre porte »).

L'exemple de l'ERT

Créée en 1983, l'ERT (Table Ronde des Industriels Européens), dont les 45 membres sont les PDG des plus importantes multinationales européennes (Nestlé, Unilever, Philips, Saint-Gobain, Lafarge, Petrofina, Total, Fiat, Rhône-Poulenc, Hoffmann-La Roche...) est un des lobbies les plus influents auprès de la Commission européenne. Visant l'unification des marchés européens, son ambition est d'impulser des projets de grande envergure. Sa priorité: le développement de l'infrastructure européenne: faire du continent un vaste réseau où les marchandises puissent circuler librement. Avec un budget total estimé à 400 milliards d'euros, le réseau transeuropéen (TEN) est le plus important programme d'infrastructure de transport de l'histoire mondiale. Tunnel sous la Manche, lignes de TGV, aéroports internationaux, extensions de voies navigables, 12 000 km de nouvelles autoroutes, projet « toile d'araignée » de ponts et d'autoroutes reliant l'Allemagne, le Danemark et la Suède.

Réalisés essentiellement au bénéfice des grandes entreprises (qui pourront restructurer leur production à l'échelle du continent, et ainsi obtenir un accès facilité aux marchés européens) avec beaucoup d'argent public, la plupart de ces projets sont soit réalisés, soit en cours de réalisation. Et peu importe si l'accroissement du secteur des transports génère de 15 à 18% d'augmenta-

tion des émanations de gaz carbonique, aggravant d'autant les perturbations climatiques. Rappelons que le « Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi » du ministre J. Delors a été préparé conjointement avec l'ERT.

Des moyens considérables

Plus de 10 000 professionnels du lobbying (pour 626 députés européens: bel encadrement!); bureaux d'études, cabinets conseils politiques, agences de relations publiques (jusqu'à 5000 F de l'heure pour certaines expertises!); les multinationales ont les moyens financiers d'installer des bureaux et de rémunérer suffisamment de personnel à Bruxelles, de submerger les députés de lettres, de rapports, d'organiser conférences et séminaires. Représentés dans les groupes de travail de haut niveau de la Commission, il est plus facile de proposer de multiples amendements spécifiques qui décideront d'une loi destinée

roce entre régions, pays, secteurs industriels, et finalement salariés, due à la déréglementation. D'où la baisse des salaires, la flexibilité, le recul de la protection sociale. D'autant que le chantage à la délocalisation conduit les gouvernements, pour attirer les investissements ou éviter les fermetures, à réduire les impôts des grandes entreprises, à distribuer des subventions (infrastructures gratuites, exonérations fiscales). Bilan: 20 millions de chômeurs en Europe, et plus de 50 millions de « précaires ».

Une impudence sans limites

Un « Accord multilatéral sur l'investissement », l'AMI, était destiné à parachever l'œuvre des ultra-libéraux. Offrant tous les droits aux multinationales, et accablant les États (c'est-à-dire, en dernier ressort, les peuples) de multiples obligations, ou interdictions, il constituait « la plus grande tentative de

Qu'aurait permis cet accord dont les négociations, engagées début 1997 dans le cadre de l'OCDE (et ignorées de la grande majorité des élus politiques eux-mêmes!), sont restées secrètes pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que des fuites se produisent? D'abord, il écartait fermement la participation des pays du tiers monde, plus que jamais relégués dans des rôles de « pays ateliers », dans les industries à risques, très polluantes ou toxiques, ou comme réservoir de matières premières. Ensuite, il aurait exigé des pays signataires qu'ils ouvrent tous les secteurs de leurs économies et permis aux multinationales de porter plainte contre les politiques des gouvernements nationaux (par exemple, une protection des entreprises locales, qui ne disposent évidemment pas d'économies d'échelle comme les grandes firmes, aurait été considérée comme « discriminatoire »). Enfin, il engageait l'avenir pour une période de vingt ans.

La montagne qui accouche d'une souris

D'un livre qui décrit autant de cynisme, d'hypocrisie et de pourriture mentale, autant de mépris de l'opinion publique; d'un livre qui cite un ancien directeur économique de la Banque mondiale recommandant l'envoi par bateau de déchets toxiques vers les pays à faible revenu puisque les gens y meurent de toute façon plus jeunes, qu'ils ont une moindre chance de gagner des revenus et que leur vie a, par conséquent, moins de valeur; d'un tel livre, on serait en droit d'attendre un appel à la révolution.

Or de quoi nous parle-t-on? De « démocratie gravement mise en péril ».

Non! Lorsque toute réglementation de l'économie mondiale est « taillée sur mesure pour les intérêts industriels », lorsque les décisions qui affectent des milliards d'êtres humains sont prises à huis clos, la démocratie n'est pas en péril: elle n'existe tout simplement pas. Il ne s'agit pas d'un simple « déficit démocratique », mais d'un acte de décès. Ou alors on appelle « démocratie » un totalitarisme inachevé, présentant provisoirement quelques lacunes. Mais il faut l'annoncer clairement!

Quelles solutions nous proposent les auteurs? Que « les entreprises qui acceptent de consacrer d'énormes moyens financiers à influencer sur les processus politiques devraient mettre un point d'honneur à se conformer à des normes élémentaires de transparence et à rendre des comptes »! Autant demander à un lion en train de dévorer une gazelle de devenir raisonnablement végétarien!

Autres solutions proposées: réglementation du réinvestissement, limite de taille pour les entreprises, imposition efficace des bénéfices industriels, réglementation des flux de capitaux. C'est-à-dire qu'on demande à des hommes politiques dont on vient de souligner la totale subordination au pouvoir économique et financier... de rogner les ailes à ce même pouvoir économique et financier! Naïveté? Mauvaise foi? Lâcheté? Coluche aurait méchamment crié: « Quand on a que ça à dire, on devrait fermer sa gueule. » Quoi qu'il en soit, dans un tel contexte de misère sociale accrue et de dégradation écologique permanente, la révolution sociale est la seule réponse acceptable.

Jean-Pierre Terras. — groupe La Commune (Rennes)



à régir la vie de millions d'individus... sans que ceux-ci n'aient le moindre commentaire à émettre.

Des conséquences désastreuses

Personne ne peut ignorer les effets néfastes directement imputables aux activités et influences des lobbies. Les méthodes destructrices d'agriculture et de pêche, causant d'énormes dégâts écologiques et menaçant la sécurité alimentaire. La concurrence toujours plus fé-

démantèlement planétaire des obstacles à l'investissement dans une économie mondialisée: un instrument visant à instaurer le pouvoir absolu des firmes transnationales. C'est la résistance de plusieurs centaines d'organisations (ONG, syndicats, mouvements écologistes, de défense des consommateurs) qui a fait échouer (mais pour combien de temps?) cet accord dont quelqu'un a pu dire: « Nous passons des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes au droit des investisseurs à disposer des peuples »!

Crise de foi

Vous aimez notre rubrique « crises de foi »? Alors commandez dès aujourd'hui votre brochure (composée de 56 pages avec des inédits et des textes de fonds sur le bouddhisme, les chrétiens, les musulmans mais aussi les sectes...), au prix de 40 F port compris. Si vous désirez plusieurs brochures, il faut rajouter 5 F par brochure pour le port. N'ayant pas les moyens financiers de la publier directement, nous lançons un appel à souscription. Cette brochure est aussi réalisée en soutien au groupe Kronstadt. En l'achetant, vous permettez à ce groupe de pouvoir financer ses tracts et affiches... Pour les commandes envoyez un chèque à l'ordre de Kronstadt à l'adresse suivante: La Plume Noire, groupe Kronstadt, 19 rue Pierre-Blanc 69001 Lyon.

Faits d'hiver Oui, Jospin était libertaire

Oui, Jospin était un libertaire! Jospin a-t-il été trotskiste? Sympathisant, militant, cadre? Et jusqu'à quelle date?

La meute qui distille aujourd'hui au compte-gouttes (c'est-à-dire goutte après goutte) des informations à ce propos, commence à affirmer que...

L'intéressé, lui même, après avoir juré ses grands dieux que, commence à laisser à entendre que...

Bref, l'affaire semble pratiquement entendue!

Dans ces conditions, parce que nous n'avons rien à voir, ni de près ni de loin, avec la meute et parce que nous ne sommes pas sans savoir qu'il est des aveux qui peuvent être extorqués, on voudra bien nous pardonner de sortir du silence.

Non, Jospin n'a jamais été trotskiste! Ni de près, ni de loin.

Dans les années trente, il était secrétaire général de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix. En novembre 1949, il soutint le combat de Garry Davis, cet américain un peu fou qui se voulait citizen du monde. Dans la foulée il fit des conférences sur (en faveur de) l'objection de conscience. Et, jusqu'à il y a encore peu, il écrivait dans *Le Libertaire*.

Oui, Robert Jospin était un libertaire!

Jean-Marc Raynaud

Bref bilan et état des lieux du mouvement des étudiantEs infirmierEs (octobre à avril)

ML: Quelle était la situation des étudiantEs avant les grèves?

Nathalie: les conditions d'études étaient (et sont toujours) déplorables: trois ans et trois mois d'études, à 35 heures par semaine et neuf semaines de vacances par an, reconnus seulement comme un Bac + 2. La moitié de l'année est passée en stage, dans les hôpitaux, où sont les étudiantEs remplacent carrément du personnel soit ils-elles complètent les équipes infirmières, malgré cela il n'y a aucune rémunération ni indemnisation. Lorsque le lieu de stage est loin de l'IFSI (jusqu'à plus de 50 km), ce qui est souvent le cas dans les petites villes, ni les frais de déplacement, ni les frais de logement, ni les repas ne sont remboursés. Bref les étudiantEs infirmierEs sont en quelques sortes les intérimaires bénévoles de la santé. De plus ces stages sont censés nous former, mais le manque d'effectif a une telle importance que le personnel n'a pas le temps de nous aider à progresser...

Enfin on ne peut être absent plus de quinze jours en stage et en cours obligatoire (franchise de quinze jours) sur toute la durée des trois ans, même si l'on a un certificat médical, une maladie ou une cause grave. En cas de déplacement de ces quinze jours d'absences il faut les rattraper pendant nos vacances ou week-ends; sinon il est impossible pour nous de

se présenter au diplôme d'État en fin de troisième année.

ML: Autour de quoi ont commencé les grèves dans les IFSI (Institut de Formation en soins infirmiers)?

Nathalie: D'un ras le bol général, des manifs ont commencé dans les grandes villes, ensuite la FNEI (Fédération nationale des étudiants en soins) a été créée par des étudiantEs pour négocier avec le gouvernement les revendications suivantes: reconnaissance du diplôme comme un bac + 3, harmonisation des bourses au même niveau que les autres étudiants, indemnisation des stages, remboursement des frais de déplacement, encadrement pédagogique des stages, refus de pallier au manque de personnel, adéquation entre le quota des étudiantEs (+44%) et le budget attribué aux IFSI, suppression de la franchise des quinze jours car les étudiantEs infirmiers ont le droit d'être malade. Ces négociations ont abouti fin avril par le refus de la reconnaissance à Bac + 3 (mais création de « passerelles » pour certaines maîtrises et concours; refus de la suppression de la franchise (qui passe à trente jours), le reste des revendications a été plus ou moins acceptées.

ML: Faut-il être satisfait de ces acquis?

Nathalie: Je pense que l'on nous a donné un peu pour stopper le mouvement, tout en ne satisfaisant que les revendications financièrement moins coûteuses (l'indemnisation des stages leur coûtera 30 millions, alors que la reconnaissance de notre diplôme leur aurait coûté autour de trois milliards il me semble. De plus, on n'a pas la certitude que ceci va être appliqué dans toutes les IFSI, car chaque IFSI va gérer les indemnités de ses étudiants, l'application de la nouvelle franchise. Jusqu'à présent on a remarqué que les IFSI faisaient se qu'ils voulaient sans autre contrôle que le nôtre.

Outre cela, les revendications de bases avancées par la FNEI n'étaient pas très ambitieuses, en effet, je ne souhaite pas une indemnisation de stage à 200 F par semaine (en moyenne) mais plutôt une rémunération conséquente. Bac + 3 ce ne serait pas mal! Mais quand on aura une année scolaire de la même durée que dans les facs, notre formation durera au moins quatre ans (en gardant le même nombre d'heures). Il me semble alors important de revendiquer Bac + 4 dès aujourd'hui.

ML: Y a-t-il eu des contacts, des coordinations avec les autres professions paramédicales (étudiantEs ou professionnelEs)?



Nathalie: Il y a eu quelques contacts avec des étudiantEs assistantEs sociaux, mais malgré de nombreuses revendications similaires, (avec les sages-femmes, les kiné...) chacun préfère rester dans son coin sous le prétexte que s'allier va squeezer les revendications spécifiques. Même avec les professionnelEs infirmierEs il n'y a pas eu de possibilité d'action commune. Ce corporatisme au sein même des métiers médicaux et paramédicaux empêche le développement d'un rapport de force suffisant pour avoir enfin des conditions d'étude et de travail légitimes. Il serait enfin temps de faire comprendre aux politiciens que ces métiers ne sont plus exercés par des nonnes et des curés « rémunérés » par une entrée gratuite au paradis.

Cela ne pourra se faire que par un mouvement solidaire et uni.

ML: Et par rapport aux malades, à leurs familles, aux gens en général...

Nathalie: Les malades dont je me suis occupé comprenaient que l'amélioration de leur hospitalisation, de leur prise en charge, dépend aussi des conditions de travail du personnel. D'autre part, lors des actions que nous avons menées, nous avons toujours eu un bon accueil de la population en général, mais ce n'est pas suffisant pour obtenir des avancées...

Nathalie. - groupe Acratie (Chambéry)

<http://www.multimania.com/groupeacratie>

Antonin. - groupe Durruti (Lyon)

Le nouveau dispositif des emplois-jeunes

L'Etat patron renforce la précarité

EN OCTOBRE 2000, LE RAPPORT SÉNATORIAL Gournaux mettait une fois de plus en évidence les lacunes du dispositif emplois-jeunes. Ces dernières concernaient la faiblesse des rémunérations, l'accès aux formations, les incertitudes de statuts, le peu de considérations de l'emploi et des qualifications, ainsi que la pérennisation des postes; choses que les divers mouvements d'emplois-jeunes dénonçaient depuis plus de deux ans. Le dossier de presse - et non le projet de loi comme cela avait été avancé - présenté par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité y répond sur deux points: les formations restent toujours inaccessibles et la principale revendication, la pérennisation des emplois-jeunes passe à la trappe. Ce qui signifie un licenciement massif d'emplois-jeunes entre 2003 et 2006. Ce plan social met en lumière encore une fois l'identité de comportement entre l'Etat-patron et les patrons.

Un plan social en route

La présentation du dispositif à venir des « nouvelles mesures » de soutien aux « nouveaux services, nouveaux emplois » ne laisse aucune illusion, mêmes aux plus béats. Dès les premières lignes du document remis à la presse, on peut lire que « chaque jeune devra sortir du dispositif... » et quelles qu'en soient les conditions. Suit ensuite un verbiage destiné à atténuer la chose, mais on a affaire à un plan social: il n'y aura pas de pérennisation comme le prétendent les grands journaux. Cela ne fait que confirmer nos craintes, le temps passant et les finances se faisant plus rares par temps de crise, nos sinistres ministres ne pouvaient pas prévoir autre chose. L'intégration dans la fonction publique ne se fera pas. Et ce n'est pas la création de concours réservés et l'ouverture de formations à ces concours qui pourra nous satisfaire. Car le point d'achoppement est que la fonction publique crée des nouveaux besoins et des nouveaux emplois tous les jours, et celle-ci recrute des agents à différents grades pour pourvoir ces derniers. L'État a choisi de recruter des salariés dont on peut facilement se débarrasser comme il a choisi de ne pas recruter pour assurer son service. L'État n'ouvrira pas plus de postes aux concours qu'actuellement, les concours réservés aux emplois-jeunes ne serviront à rien, les dirigeants n'ont

besoin de main-d'œuvre stable que pour la basse besogne. Il est significatif de voir à ce titre que les emplois-jeunes les plus protégés sont ceux dont l'État a le plus besoin, les fameux « adjoints de sécurité », ces sous-flics à épaulettes vertes. Ce sont eux qui seront titularisés. Le besoin perdure car la question sociale, elle, n'a pas été modifiée.

Un besoin de l'État pas un besoin social

Le nœud du problème avec les emplois-jeunes c'est qu'ils répondent à un très ancien besoin de l'État, celui d'assurer son service, sa stabilité, sa solvabilité: le service public, à moindre frais. Et avec les emplois-jeunes il a choisi ce qui lui coûtera le moins cher: des salariés de droit privé, licenciables. Ils ne répondent et n'ont jamais répondu à des besoins émergents de la société. À qui va-t-on faire croire que les aides-éducateurs ne sont pas là pour remplacer les surveillants d'externat, population étudiante beaucoup moins malléable que des chômeurs de moins de 25 ans disponibles 24/24. Les emplois-jeunes ne sont là que pour occuper des postes auparavant pourvus par des fonctionnaires titulaires et pour occuper des chômeurs à autre chose qu'à tenir les murs. Quitte à devenir le flic de ses anciens collègues de lycée ou des plantes des espaces verts municipaux. Il faut crever le mythe du service public; l'État comme tout patron se sert, il ne sert personne. Combien des besoins qu'il assure sont réellement nécessaires?

Pour se prémunir de cela, gardons-nous de croire aux effets d'annonce pré-électorales, le projet est clair, il n'y a rien à voir entre le texte proposé par le gouvernement et la présentation qui nous en est faite: les emplois-jeunes resteront des travailleurs précaires. Prenons garde également à ne pas laisser manipuler nos mouvements par des syndicats étatistes comme la FSU, FO, la CGT, ou la CFDT, qui parlent, signent en notre nom et nous imposent des grèves sifflées (comme celle prévue en septembre depuis les officines de la FSU). Plus que jamais l'heure est à l'action directe et à la coordination des luttes, pas à la course à la signature derrière des syndicats qui n'ont pas bougé depuis 1997.

Sam. - groupe Jules-Valles

dans la toile

Ce sera la quinzaine des sources d'informations denses. Pas nécessairement anarchistes, mais relativement pointus.

Pour commencer et sans qu'il soit besoin de le présenter, le site du Réseau Voltaire (<http://www.reseauvoltaire.net/>) et ses dossiers qui font trembler les politiciens.

Tous ce qu'Amnesty International a publié ces deux dernières années est en ligne (<http://www.ifrance.com/efai/FIRST.HTM>). Espérons que les mises à jour se feront régulièrement. Une revue de presse polyglotte de qualité (<http://www.pressdigest.org/>) mise à jour efficacement.

La valette (<http://collectif.valette.free.fr/>) c'est un squat, un collectif, une alternative, une expérience libertaire, une utopie pour vivre notre autonomie, notre recherche éco-libertaire, faire du théâtre créer des réseaux avec ceux qui cherchent aussi, et plein d'autres choses encore...

Libérez la télévision! Internet est l'avenir du petit écran et les médias l'affaire des citoyens. Forts de cette conviction, CitizenTV propose des émissions engagées, une sélection de programmes qui éclairent le citoyen. Avec, pour commencer, les images d'une campagne audiovisuelle contre la peine de mort aux États-Unis (<http://www.ecartype.com/fracp5.htm>).

Transnationale (<http://www.transnationale.org/>), association créée en octobre 1999 à Martignes indépendante des institutions publiques et privées, recherche et publie des informations pertinentes sur les grandes entreprises. Ils étudient notamment leur périmètre d'activité commercial et géographique, les conditions de travail et de respect de l'environnement dans leurs unités de production, leur influence sur les processus de décision institutionnel, leur politique globale en matière d'emploi et de contribution à l'impôt. Le site est un peu austère, mais quelle source d'information!

Pour finir, le site du Calcre, l'association d'information et de défense des auteurs (<http://www.calcre.com/>) mérite le détour pour, entre autres informations, son point de vue sur les pratiques de certains éditeurs. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@mintelorama.com

Vite fait...

■ Statistique et petites combines. Avec 2,1 %, soit 155 000 personnes, les Pays-Bas détiennent un des taux de chômage les plus bas de l'Union européenne... Mais le nombre de personnes déclarées inaptes au travail et donc non comptabilisées comme chômeuses y atteint les 949 000 personnes soit 11,4% de la population active.

■ Vingt ans après les 5 premiers cas officiels de sida (le 5 juin 1981), l'université de pharmacie de Genève a annoncé avoir découvert une nouvelle molécule 2 millions de fois plus puissante que l'AZT pour lutter contre le virus. Mais il faudra sans doute attendre encore cinq ans avant sa commercialisation.

■ Selon les dernières statistiques de l'ONU, publiées le 5 juin, l'Éthiopie, l'Inde, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud comptent chacun plus de deux millions de personnes contaminées par le virus du sida.

■ Sur 4490 médicaments remboursés par la sécurité sociale, une étude de l'Agence française de sécurité sanitaire vient de montrer que 835 sont inefficaces... en ce qui concerne la santé des malades bien sûr, car pour la santé des groupes pharmaceutiques, on ne doute pas qu'ils contribuent à leur offrir une santé financière resplendissante.

■ Répression larvée. Jeudi 7 juin, trois de nos camarades du groupe de Nantes ont été arrêtés et gardés en détention pendant deux heures... pour avoir collé des affiches.

■ Alors que même les journaux conservateurs appelaient à voter Blair - ce qui en dit long sur le lascar et sa politique - plus de 37% des Britanniques ont préféré s'abstenir, soit 18 millions de personnes. Le Parti travailliste ne récoltant que 11 millions de voix.

■ Soutien. Des chômeurs ont occupé mardi 5 juin après-midi l'ANPE-Bel Air (Paris 12^e) pour protester encore et toujours contre le PARE.

■ Walt Disney USA va supprimer un millier d'emplois d'ici fin juillet, licenciements qui s'ajoutent aux 3000 qui viennent juste d'être opérés. Il est vrai qu'il est beaucoup plus intéressant de faire bosser des enfants chinois à 1,2 dollar pour 13 à 17 heures de travail quotidien.

■ Jeudi 7 juin, les gardiens de prison ont bloqué les transferts de prisonniers dans plus de 150 établissements pénitenciers. Toutes nos pensées et notre solidarité aux taulards encore une fois pris en otage par la gente matonesque.

■ Mardi 5 juin, grâce à un faux ordre de libération à l'entête du tribunal d'Ajaccio, trois détenus de la prison de Borgo (Haute-Corse) ont pu se faire la belle en douceur.

Bonne vacances...
... bien fait
Envoyez vos brèves à
monsieur.pol@wanadoo.fr

58^e congrès de la Fédération anarchiste

La Fédération Anarchiste, réunie pour son 58^e congrès les 2, 3 et 4 juin 2001 à Besançon, a adopté la motion suivante concernant les luttes dans le monde du travail.

DEPUIS LA FIN DES TRENTE GLORIEUSES ET de l'État providence, le capitalisme connaît une nouvelle phase de mutation. Depuis le début des années 90, ce qu'il est convenu d'appeler la « mondialisation » nous impose de nouvelles conditions dans l'organisation du monde du travail et de l'exploitation capitaliste. Aujourd'hui, le patronat, ne sacrifiant en rien ses profits, et les augmentant encore sous la pression des investisseurs, des bourses et des banques, a pour objectif de faire voler en éclats les acquis sociaux, structurant ainsi une ère nouvelle, celle de la précarité généralisée. Situation nous ramenant à celle du XIX^e siècle, où le travailleur, totalement dépendant du patron, est condamné à accepter l'inacceptable tant dans ses conditions de travail que dans sa vie quotidienne.

C'est dans ce contexte, qu'au niveau national, le MEDEF se permet aujourd'hui d'avancer ses pions avec sa fameuse refondation sociale. Une totale remise en cause:

- du droit des chômeurs en les astreignant au PARE: véritable police des chômeurs utilisant le chantage à la rémunération en cas de refus d'un poste proposé et donnant les « pleins pouvoirs » aux ASSEDIC.
 - du droit à la retraite: en voulant imposer une durée de cotisation de 42,5 années pour les retraites complémentaires, les patrons remettent en cause le droit de partir avec une retraite complète à 60 ans. Il est bien sûr question sur le fond d'en finir avec le système des retraites par répartition.
- C'est aussi dans ce contexte que Danone, Marks & Spencer, C & A, AOM... n'hésitent pas à licencier des milliers de salariés au profit de leurs actionnaires. L'État, de son côté, s'il tente de se faire passer pour un médiateur favorable aux travailleurs en faisant voter des lois dites sociales contre les

licenciements, n'en reste pas moins un État-patron de 5 millions de fonctionnaires et agents de la fonction publique, le premier à recourir abusivement à des contrats précaires. Des salaires augmentés seulement de 0,5% puis de 1,2% sur deux ans et l'organisation d'une RTT engendrant gel des salaires, annualisation du temps de travail... voilà les questions qui sont au cœur des luttes menées dans la fonction publique. Nous constatons aujourd'hui que les salariés n'en sont plus à lutter pour arracher de nouveaux droits mais à se mobiliser pour défendre nos acquis régulièrement menacés par le patronat et l'État. Seule une véritable mobilisation interprofessionnelle et la grève générale feront reculer nos exploitateurs. Nous militants anarchistes, si nous n'avons pas les moyens d'impulser, seuls, ces luttes, ni d'en être les moteurs, nous n'en sommes pas moins des acteurs. Notre organisation a toute sa place dans la construction de ce mouvement social.

Fédération anarchiste, motion adoptée au 58^e congrès, Besançon, 4 juin 2001

Droit d'asile en Belgique Non à l'expulsion de Ibrahim Bah!

DEVANT LES VIOLENCES répétées à l'égard du demandeur d'asile Sierra Léonais Ibrahim Bah, les 5 tentatives d'expulsion et le risque qu'il encoure que la sixième lui soit fatale, nous avons décidé de rappeler à l'opinion publique et au gouvernement par cette action que nous ne laisserons pas périr cet homme comme Semira Adamu. Les traitements infligés à monsieur Bah nous rappellent de sinistres souvenirs: les brutalités policières, l'extrême violence de chaque tentative d'expulsion d'un homme qui résiste, les traitements inhumains et dégradants, la torture psychologique, les propos racistes, les menaces de mort (« Tu vas partir mort ou vif... », « La Belgique aux Belges, l'Afrique aux Africains »). Les séquelles des actes de brutalité commis par les gendarmes chargés

de l'expulsion d'Ibrahim Bah ont été constatées à deux reprises par le docteur Bakioui en date du 2 mai et du 25 mai 2001. Ibrahim Bah est actuellement détenu à la prison de Saint-Gilles. Marie Cappart, militante du Collectif de résistance aux centres fermés et aux expulsions a recueilli le témoignage d'Ibrahim Bah à la suite de sa dernière expulsion, le 24 mai dernier.

Le coussin

Le rapport, pourtant minimaliste, de la commission Vermeersch à la suite de l'étouffement de la jeune nigériane Semira Adamu a recommandé la suppression de « toute technique bloquant même partiellement les voies respiratoires ». Et pourtant, cette technique est à nouveau employée par les gendarmes lors des expulsions. Comme Semira Adamu,

Ibrahim Bah réclame le droit d'asile, il fuit son pays en guerre.

Retroact expulsions

L'Office des étrangers a décidé de le renvoyer en Côte d'Ivoire alors que rien ne prouve qu'Ibrahim Bah a transité par ce pays. Il est né le 6 avril 1981 à Koidu town, Kono district en Sierra Leone. Sa nationalité n'est pas contestée. Arrivé la nuit du réveillon 2000 en Belgique, Ibrahim Bah a connu 5 tentatives d'expulsion: à la mi-janvier, le 8 février, le 1^{er} mars, le 10 avril, et le 24 mai. Chacune plus violente que la précédente. L'homme résiste, demande désespérément l'asile ici, et c'est l'escalade de la violence, particulièrement au cours des deux dernières tentatives d'expulsion.

Nous sommes extrêmement inquiets et considérons qu'il y a urgence. Le gouvernement arc-en-ciel bafoue la Convention de Genève, dont on célèbre les 50 ans cette année (sic), ils ne respectent pas les droits humains fondamentaux, comme les rapports d'Amnesty International le soulignent chaque année depuis la mort de Semira Adamu. Rappelons que les assassins de la jeune nigériane ne sont pas encore jugés. Assez de violences, assez de répression, assez d'atteintes à l'être humain, nous sauverons Ibrahim Bah du sombre destin que la politique belge lui promet!

Collectif de résistance aux centres fermés et aux expulsions

Collectif de résistance aux centres fermés et aux expulsions C/O UJPB: 61, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles.



chronique anarcha-féministe Intime conviction...

S'engager sur le terrain du féminisme, c'est aller au devant de souffrances intimes, c'est avoir le courage de regarder en face le déni de son individualité pour s'en libérer, mais aussi rencontrer les autres et constater qu'on n'est plus seule, et que l'on ne l'a jamais été. C'est oser étaler son individualité blessée, désigner les coupables. Nous luttons contre un système patriarcal fort, qui possède les moyens de son oppression (capitalisme, sexisme étatisme...) et pour une vie individuelle et collective épanouie, avec des rapports nouveaux à construire. Nous menons la réflexion, nous affrontons la prise de conscience individuelle et collective de notre propre condition et d'une individualité à retrouver en dehors des rôles qu'on nous a si longtemps assignés. Nous nous battons contre un patriarcat concret, matériel (moins payée, battue, violée...). Nous le reconnaissons dans nos éducations pour opérer une nécessaire rupture avec elles. Plus que d'aller manifester dans la rue au nom de revendications générales, il s'agit d'accepter cette confrontation personnelle, intime. Les mouvements ouvriers libertaires de la fin XIX^e siècle, en commençant par reconnaître leur oppression, avaient trouvé là l'essence de la lutte. Pour nous, anarchistes, le privé est politique!

Pippi Langstrumpf (and Co)

BEZ
EMENT
RMIERE

!

ARMAG

de faire que par un
ire et uni.

rt aux malades, à
gens en général...
malades dont je me
mprenaient que
leur hospitalisation,
arge, dépend aussi
travail du person-
lors des actions
enées, nous avons
oon accueil de la
éral, mais ce n'est
obtenir des avan-

groupe Acratie
(Chambéry)
ia.com/groupeacratie
groupe Durruti
(Lyon)

mile

Pas nécessaire-
enter, le site du
ses dossiers qui

nières années est
) Espérons que
resse polyglotte
fficacement.

quat, un collec-
opie pour vivre
du théâtre créer
d'autre choses

an et les médias
TV propose des
qui éclairent le
mpagne audiovi-
/www.ecart-

sociation créée
ons publiques et
inentes sur les
mètre d'activité
et de respect de
fluence sur les
bale en matière
ou austère, mais

de défense des
pur, entre autres
ins éditeurs.

Keyboard
lorama.com

dans le monde

Luttes contre la mondialisation capitaliste Toutes et tous à Gènes le 20 juillet

LA LOGIQUE DU PROFIT DÉTRUIT les êtres humains, les structures sociales (éducation, santé, sécurité sociale etc.), les acquis sociaux et l'environnement, qui s'accompagne d'une domination autoritaire et incontestée de toute la planète. L'emprise du capitalisme va de pair avec le renforcement du contrôle par l'État. Au niveau national, ce contrôle s'étend à travers le renforcement des règles

contextes transnationaux seront appliqués. Alors que le contrôle de l'économie est transféré des États vers les enceintes supranationales, le contrepoint ponctuel en est l'exacerbation des situations de répression. Les différents clubs des riches et des puissants sont efficaces à tisser leur toile tout autour du monde, planifiant des politiques économiques, environnementales et militaires sous l'autorité d'une minorité

mêmes et l'élite qu'ils représentent dans chacune des huit nations. Avec l'OCDE (qui regroupe les 29 principaux pays industrialisés), ainsi que la Banque Mondiale, le FMI, la BRI (les institutions financières qui dictent le rythme des sorties de capitaux dans le monde), l'OMC (qui régule les échanges et les services entre les nations), le G8 est l'organisation responsable au premier chef des stratégies politiques poursuivies à l'échelle mondiale par le Club-des-riches-et-des-puissants. Ces politiques entraînent une aggravation des inégalités entre les nations, un élargissement du fossé entre un Nord riche, militairement écrasant, technologiquement avancé – minoritaire – et un Sud de plus en plus réduit à la pauvreté, bien que les principales matières premières, et les plus précieuses, proviennent de ces pays : pétrole, or, minéraux et matériaux destinés aux technologies de pointe.

ses militaires et les guerres, la discrimination et le racisme. Cet aperçu sur le nouveau siècle semble ouvrir de nouvelles perspectives aux propositions et à l'action des anarchistes, protagonistes comme ils l'ont toujours été par le passé de toutes les luttes contre la globalisation. Mais un bond en avant est nécessaire afin d'adapter des méthodes, où le spectaculaire serait moindre, tout en élaborant des propositions solides à côté. Et cela doit se faire vite avant que la protestation de la rue contre les sommets ne soit transformée en rite célébré périodiquement. Un solide réseau de solidarité doit être tissé, pas seulement virtuel, mais concret et réel, qui organise les masses révoltées mais qui soit en même temps le grain de sable qui enrayera la machinerie infernale des dirigeants. Les anarchistes présents aux rencontres de Bologne de la Fédération

anarchiste italienne les 12 et 13 mai considèrent comme essentielle une présence autonome et autogérée lors de la mobilisation à Gènes capable de renforcer leur présence médiatique.

En conséquence ils décident :
-d'adhérer à l'« Appel au mouvement anarchiste » et de participer à la manifestation du 9 juin à Gènes ;
-de soutenir et de promouvoir des mobilisations locales le samedi 14 juillet ;
-de s'assurer que les syndicats de base, en accord avec l'appel qui leur a été adressé, aient appelé à une journée de grève générale pour le 20 juillet et par conséquent décident de participer à la manifestation de ce même jour ;
-d'appeler à développer une présence spécifique pour le samedi 21 juillet.

Fédération anarchiste italienne (FAI)
Bologne les 12 et 13 mai 2001



disciplinaires et au niveau international à travers la multiplication de conflits plus ou moins violents présentés de manière significative comme des opérations de police internationale (de l'Irak à la Colombie, en passant par l'Ex-Yougoslavie).

Aggravation des inégalités

Le FMI, l'OMC, l'OTAN etc. sont des organisations intergouvernementales. Dans chaque État, des matraques vigoureuses assurent que les accords signés dans des

à la place de l'immense majorité. En particulier, des décennies de politiques initiées lors des sommets annuels du G8 (anciennement G7) ont engendré la consolidation d'une pyramide de hiérarchies prédatrices sur la planète – en fait, nous assistons à une course sauvage et insensée vers le sommet de cette pyramide, dans tous les domaines, avec une concentration des pouvoirs dans les mains de quelques-uns, très souvent irresponsables et imprévoyants, incapables de voir plus loin que la recherche brutale du simple intérêt personnel ou immédiat pour eux-

Promouvoir des luttes de base radicales

Mais aussi au cœur même de l'Empire, le fossé entre les classes s'élargit – précarité des emplois, privatisation des services, érosion des acquis et des droits, sont des situations devenues banales dans notre vie de tous les jours.

Pour s'élever efficacement contre les politiques destructrices et négatives de liberté du G8, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OMC etc., il est nécessaire de promouvoir des luttes de base radicales aptes à créer un lien de solidarité solide entre les exploités du Nord et du Sud.

Dans cette perspective, nous estimons primordiales toutes les mobilisations contre les sommets des dirigeants de la planète mais nous insistons également sur la priorité d'organiser les luttes au niveau international pour la défense de l'environnement, de la liberté, du revenu des travailleurs – contre les dépen-

Solidarité internationale avec les prisonniers politiques turcs en lutte !

L'ÉTAT TURC A FAIT COULER, UNE FOIS DE PLUS, LE sang des prisonnier-e-s politiques. Les forces spéciales, la gendarmerie, l'armée... ont déclenché, le 19 décembre dernier, une opération dans 20 prisons du pays pour écraser la grève de la faim des prisonnier-e-s politiques. Par cette action entamée deux mois auparavant, ils demandaient l'abolition de la législation d'exception, la suppression des tribunaux d'exception, la condamnation des tortionnaires et des responsables des tueries perpétrées dans les prisons et l'abandon du projet des prisons de type cellulaire.

À ces revendications, le pouvoir a répondu, au 61^e jour de la grève de la faim, par une violence inouïe. L'opération dite de « retour à la vie » s'est soldée par un horrible carnage. Elle a coûté la vie à une trentaine de prisonnier-e-s politiques dans des conditions horribles. Des centaines d'autres ont été grièvement blessés. Pendant que les prisons de « type F » se construisaient, la solidarité et la mobilisation des prisonnier-e-s politiques turcs/ques avaient fait reculer par deux fois (1996, 1999) la mise en place de ce système. Le but de l'État turc est de mettre le traitement des prisonnier-e-s politiques en conformité avec les normes européennes de destruction par la torture blanche. Il s'agissait, pour celui-ci, lors de l'assaut du 19 décembre de mettre un terme à l'organisation et à la solidarité qui permettent aux prisonnier-e-s de résister

aux conditions destructrices, aux brutalités des matons, de survivre aux violences et tortures exercées par les flics dans les commissariats, lors des extractions, et préserver leur identité politique. Pour avoir, eux aussi, subi l'isolement depuis de nombreuses années et lutté contre les conditions inhumaines et dégradantes qui leurs étaient imposées, les prisonnier-e-s politiques de l'union européenne (Espagne, Belgique, France, Allemagne, Grèce, Italie...) se sont solidarisés avec les prisonnier-e-s politiques turcs/ques en déclenchant une grève de la faim tournaute.

En ce moment, la lutte des prisonnier-e-s et des familles qui ont rejoint la grève de la faim continuent avec son lot quotidien de morts. Dehors comme dedans, même combat. Nous nous déclarons solidaires de la lutte en Turquie et nous condamnons la répression sanglante pratiquée par l'État turc pour faire taire la résistance d'un peuple face à un régime fasciste.

Brisons l'isolement - Solidarité internationale avec les détenu-e-s en lutte

ABC Dijon

Comité de Lutte Contre La Barbarie et l'Arbitraire

ABC/CNA Dijon : c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex

Comité de Lutte Contre la Barbarie et l'Arbitraire, 777, bd des nations-unies, 13300 Salon

Actions antimilitaristes à Alicante

Devant la décision de célébrer le Jour des Forces Armées du 2 juin à Alicante, avec le traditionnel défilé militaire, la Plate-forme Antimilitariste d'Alicante, composée de divers collectifs et organisations, avait préparé un large programme d'activités sous le mot d'ordre : « aucune armée ne défend la paix, non au défilé militaire ». Les actions principales furent la manifestation du 26 mai avec 3000 personnes, et le rassemblement et procès populaire contre l'armée le 2 juin, et qui compta 500 spectateurs, encerclés par un large dispositif policier qui empêcha de nombreuses personnes de se rendre sur les lieux de la protestation. Le contrôle policier fut étouffant, démontrant une fois de plus les limitations des droits de manifestation et de libre expression en cours dans l'État espagnol. À l'exubérant contrôle policier du 2 juin, il faut signaler la campagne de la Délégation du gouvernement et de la mairie qui avait pour objet de faire taire la voix des antimilitaristes : vérifications d'identités et images prises des personnes qui collaient des affiches, élimination des murs peints et des panneaux d'affichages, interdiction du concert prévu après la manifestation du 26 mai. Ce qui clôt un nouvel épisode du totalitarisme du Parti Populaire au pouvoir.

Source : CGT, Pays Valencian

Bolivie : douze mille mineurs occupent la capitale

Environ douze mille mineurs sont arrivés vers midi le 2 juin à la capitale la Paz et ont décidé d'y rester jusqu'à ce que le gouvernement approuve un plan de réactivation pour ce secteur. Dans le cas contraire, ils menacent de mobilisations et de blocages quotidiens. Les mineurs des coopératives viennent des campements des montagnes de l'Altiplano et sont partis de la ville de Oruro le 5 juin, accélérant le pas pour éviter la répression policière. Ce sont des travailleurs de 500 coopératives minières, hommes et femmes, qui sont là. Ils arborent fièrement leur casque et sont en possession de plusieurs centaines de cartouches de dynamite. Parmi les doléances, émerge la demande de 100 millions de dollars qui serviraient à redémarrer les 514 coopératives minières du pays. Elles regroupent 50 000 coopérativistes et permettent à 300 000 personnes de vivre. On y produit de l'or, de l'argent, de l'étain : au total 35% des exportations minières du pays. Toute la population du pays est invitée par les mineurs à se joindre à leur mouvement, tourné contre le gouvernement Banzer. La tentative des marcheurs d'arriver au palais présidentiel a été stoppée brutalement par la police, occasionnant deux blessés et des arrestations. Parallèlement et depuis plusieurs mois, les retraités sont en mouvement pour le paiement de leurs pensions. Le 7 juin, un blocage par des camions a commencé sous le mot d'ordre de la Chambre bolivienne du transport (CBT) : la revendication tourne notamment autour de la déprivatisation des routes. Et le 11 juin débutera une grève générale dans la prison de haute sécurité de Chonchocoro pour obtenir de meilleures conditions de détention.

Relations internationales FA

Source : Jeunesses Libertaires de Bolivie.

liste
illet

les 12 et 13 mai
essentielle une
me et autogérée
isation à Gènes
er leur présence

décident:
Appel au mouve-
et de participer à
du 9 juin à Gènes;
promouvoir des
ales le samedi 14

les syndicats de
avec l'appel qui
ent appelé à une
générale pour le
conséquent déci-
à la manifestation

pper une présence
samedi 21 juillet.
tion anarchiste
talienne (FAI)
et 13 mai 2001

Micante

nées du 2 juin à
e Antimilitariste
avait préparé un
mée ne défend la
la manifestation
procès populaire
préférés par un large
se rendre sur les
démontrant une
bre expression en
du 2 juin, il faut
de la mairie qui
fications d'iden-
s, élimination des
concert prévu après
u totalitarisme du

Pays Valencian

ineurs
le

juin à la capitale
gouvernement
ur. Dans le cas
quotidiens. Les
as montagnes de
accélération le pas
vailleurs de 500
ils arborent fiè-
urs centaines de
la demande de
es 514 coopéra-

t à 300 000 per-
l'étain: au total
ation du pays est
tourné contre le
arriver au palais
e, occasionnant
depuis plusieurs
ent de leurs pen-
ncé sous le mot
la revendication
utes. Et le 11 juin
ute sécurité de
de détention.
ationales FA

LECTURE

Anarchisme et naturisme

Tous les anarchistes ne sont pas naturistes et tous les naturistes sont loin d'être des anarchistes. Une jonction existe pourtant entre anarchistes et naturistes. Cette brochure réunit cinq textes de partisans anciens et contemporains du naturisme, une philosophie qui « loin de se réduire au simple fait de se dénuder ne doit pas être confondue avec le nudisme que l'on pratique chaque jour sous la douche ».

Rien de plus évident si les anarchistes figurent au rang des pionniers du naturisme à la fin du siècle dernier. Hostiles à tout ce qui muselle l'individu, ils revendiquent le droit à la nudité que plus de vingt siècles de morale judéo-chrétienne enferment dans le port du vêtement. E. Armand écrit: « Le nudisme est une revendication révolutionnaire sous un triple aspect d'affirmation, de protestation et de libération ». Gérard de Lacaze Duthiers affirme que le nu finira par vaincre l'hostilité des moralistes et l'hypocrisie des religions. Elisée Reclus s'interroge sur la fonction sociale et hygiénique du vêtement. Il écrit dans *L'Homme et la Terre*, en 1905, « [...] c'est au point de vue de la santé morale surtout que la restitution de la beauté nue serait nécessaire, car l'artifice du costume et de la parure est de ceux qui, par la sottise vanité, le servile esprit d'imitation et surtout par les mille ingéniosités de vice, entraînent le plus souvent à la corruption générale de la société ». Plus près de nous Cathy Yrak évoque le regard d'autrui, la difficulté réelle de mettre en pratique naturisme et anarchisme parce qu'en 2001 « nous ne sommes toujours pas débarrassés de l'Église et de ses fanfreluches » et enfin Dominique Petit souligne à juste titre la récupération marchande faite autour d'une pratique qui se veut avant tout une reconquête de l'individu sur lui-même. Saluons au passage tous ces artistes, peintres, sculpteurs et autres plasticiens, qui contre les vents et marées des méprisants de la chair, ont su préserver et transmettre à travers les temps la beauté de la forme humaine.

Que nous soyons naturistes ou pas, ces textes nous interrogent. L'interrogation, le doute, la remise en cause sont aussi des armes à la disposition de l'individu pour se réapproprier tout simplement sa vie.

Martine. - Liaison Bas-Rhin

Anarchisme et naturisme. Publications périodiques de la « Question Sociale », n°13. 40 pages, 15F. en vente à la librairie du *Monde libertaire*.

copinage

Hamou chantera le 14 juin et Zaniboni les 15 et 16 juin au Forum Léo Ferré (11, rue Barbès, Ivry-sur-Seine). Allain Leprest le 5 juillet et Kent le 10 juillet... Ouverture des portes à 19 heures, bar et petite restauration froide. Spectacle à 20 h 30. Places: 80 F; 70F. Tél: 01 46 72 64 68.

« Mots et Musiques » a 10 ans. La fête aura lieu le 24 juin au théâtre Trévise (14, rue Trévise, Paris 9^e) avec Alain Aurenche, Jean-Lou Bouffaut, Louis Capart, Claire, Annick Cisaruk, Christiane Courvoisier, Frédérique, Les grand-mères dans les cordes, Serge Utgé-Royo, Marie-Josée Vilard, Sabine Viret, Jean-Marie Vivier. Places: 100F. Réservations: 01 43 84 70 04.

La Compagnie Humbert crée un spectacle à partir des propres écrits de Louise Michel (Mémoires, correspondance, La Commune...): « Louise Michel la vierge rouge » du 6 au 28 juillet (sauf lundi) à Avignon, Espace Alya, 15 h 15, 31 bis rue Guillaume Puy. Tél: 04 90 27 38 39.

José Lemius et sa troupe mettent en scène et en musique les Poèmes insoumis de Yannis Youlountas à 20 h 30 au cinéma municipal de Retel (31). Entrée gratuite.

Nathalie Solence, accompagnée de C. Gaisne et J-P Aigeldinger chantera au Théâtre Berthelot de Montreuil (93) samedi 23 juin à 20 h 30. Places: 70F/40 F. Réservations: 01 42 45 75 25.

radio libertaire
Paris - 89.4 MHz

vendredi 15 juin à 22h 30:

Jazz en liberté: Hilton Ruiz trio en public (1981); Tchangodei/Archie Shepp duo (1982); David Kikoski trio (1989); Dave Burrell/David Murray duo en public (1991); Cecil Taylor trio (1959); Siegfried Kessler/Yochk'o Seffer duo (1998).

dimanche 17 juin à 15h 30:

Des mots une voix: avec l'écrivain Frédéric Tristan.

mercredi 20 juin à 10h 30:

Blues en liberté: les « couacs » du blues.

CINÉMA

Raphaël Nadjari :
« I am Josh Polonski's Brother »

UN JEUNE HOMME DE 30 ANS, à New York, veut réaliser son deuxième long métrage, créer à partir de sa situation: pas d'argent, juste une caméra super 8. Il rachète tous les stocks de pellicule Kodak, super 8, il pourra tourner environ 15 jours. Dans cette économie, il tournera toutes les scènes, même les longs plans-séquences en ne faisant qu'une seule prise: « c'est une caméra libre, le super 8 est un peu le 16mm des années 60. En tous cas une fenêtre pour guider les gens vers une vision. Il s'agit de trouver le biais pour que la démarche technique soit appropriée à la démarche artistique... » N'importe quel support peut donc être le vecteur de la création. L'interrogation profonde du film est centrée sur un monde qui disparaît, des identités qui se confondent avec l'appartenance à un groupe, des maisons, rues, quartiers amenés à disparaître: « comment montrer un monde qui disparaît sans avoir recours à un flash back? » Le film de Raphaël Nadjari répond aussi à cette question.

HH

ML: Vous avez trente ans, vous tournez à New York, racontez votre trajectoire...

Raphaël Nadjari: En fait, je ne regarde jamais ce que je fais des films à New York. J'ai habité Marseille, Strasbourg, Paris, j'ai habité New York, ça a toujours été ça. Ça correspondait à une ville monde que je connaissais depuis Marseille, une ville monde, pas déchu, car l'économie règne. Ça permet de continuer à avoir cette espèce d'aura qui rend tout propos un peu universel. Puisque ce sont les gens du monde entier qui passent par là. New York, c'est un peu l'Europe perdue de la guerre qui aurait poussé, ce n'est pas vraiment les Etats-Unis. J'ai aussi été beaucoup dans l'abandon, parce que je ne parlais pas un mot d'anglais quand je suis arrivé. Ça a été très difficile. Perdre sa langue maternelle, c'est ce que j'ai toujours pu vivre d'un point de vue presque philosophique: perdre sa langue, c'est aussi entrer dans le cosmopolitisme le plus éfréné. C'est quelque chose qui continue à motiver ma démarche.

On n'a aucune légitimité à faire des films aujourd'hui, les grands ont déjà tout dit. Celui qui dit: « I am Josh Polonski's brother », il n'est plus lui-même, il est le frère de quelqu'un, il n'a plus aucune identité, c'est un peu comme moi.

ML: Vous confrontez « le cosmopolitisme et la ville monde » à un milieu très particulier, un quartier, le Lower East Side, des personnages pas très courants au cinéma: un prêteur à gages, un magasin de tissus où travaillent les trois frères, un milieu juif...

RN: Je me sers du cliché juif pour rentrer dans l'humanisme. Des philosophes l'ont fait avant moi. J'ai des problèmes de nationalité, de nation, d'identité; maintenant un coup je

suis Marseillais, un coup je suis New-yorkais, Parisien ou Strasbourgeois, ça ne veut plus rien dire. C'est la même civilisation, c'est le monde occidental avec ses problèmes, ses richesses, son monde intellectuel avec ses honnêtetés et ses malhonnêtetés. Je me sers du cliché du juif pour rentrer dans une l'humanité, je ne fais pas un cinéma juif. Mes personnages sont complètement pris par leur condition, avalés par leur condition, alors en tant que personne, je crois strictement le contraire. Je pense qu'on peut faire des choix, qu'on peut avancer. C'est un peu des expériences comme quand on lit *La Nausée* de Sartre, c'est le contraire des théories existentialistes, on est rattrapé par une condition écrasante alors que toute la pensée de Sartre en tant qu'auteur philosophique, c'est le contraire.

ML: Vous montrez un monde mourant un milieu traditionnel gangrené par la petite criminalité...

RN: Tout est mourant, la jeune fille, la stripteaseuse, les rabbins, même la rue, la rue va être rachetée par des groupes: j'ai attrapé ça, de petits fragments d'une petite histoire d'une petite rue avec un petit personnage particulier à un moment où tout disparaît. Il n'y a pas que lui: son univers, sa famille, mais aussi les danseuses de cabaret qu'on a rencontrées, c'était aussi une démarche assez documentaire vis-à-vis du film. Je n'avais pas de script, pas de scénario. Toute la démarche était entièrement improvisée: j'avais 16 jours de tournage, et on allait, on a essayé de confondre le plus possible, par honnêteté. Parce que je découvre la ville. Alors par honnêteté j'ai essayé de découvrir des lieux qu'on rencontrait en même temps qu'on rencontrait le personnage. Alors notre regard se confondait beaucoup au regard du personnage.

Quand Kubrick définit le film noir, il dit, « un film noir, c'est un film avec de la lumière sale et avec des sentiments inachevés ». Je ne peux rien définir. Je fais un film entre les genres. Je réinvente mon identité au travers de ça. C'est un film entre le film de famille et le film noir traditionnel avec ses ingrédients. C'est cette confrontation-là. Mais comme je ne peux pas éviter la tradition du cinéma, parce que ces sujets-là ont été explorés, la ville a été explorée, tout a été exploré, chaque fois qu'on fait un plan, on fait une citation. Aujourd'hui, c'est très difficile de faire un plan, c'est très difficile de faire une image. Puisque on fait tout le temps une citation. Et surtout dans des villes comme New York qui était tourné, retourné et par les très grands, moi (ce que j'espère), je me laisse guider par des règles assez pures et structurantes.

Et après je libère ma narration en intégrant le réel le plus possible, avec à la fois une démarche très documentaire mais aussi une démarche théorique qui est de suivre et de créer la subjectivité au maximum. Créer une espèce d'hypno-

tisme pour nous permettre d'accéder à une vision.

ML: Dans vos deux films, vous parlez beaucoup d'argent: le prêteur à gages et les trois frères aux problèmes d'argent; l'argent et sa circulation, de la cafetière au proxénétisme...

RN: L'argent, c'est concret, l'argent, c'est de l'énergie, ce sont des rapports de pouvoir extrêmement concrets, quand on en a, quand on n'en a pas, les rapports entre les pays riches et les pays pauvres, des gens riches, des gens pauvres, ça structure la société. Le reproche que je montre des juifs? Je ne fais pas de films antisémites. L'argent, ça structure beaucoup les rapports humains, malheureusement ou heureusement. Je n'ai pas de théorie là-dessus. C'est de l'énergie et si l'on veut faire quelque chose, il faut de l'argent. Ils parlent argent parce que c'est aussi la structure mentale. On voit jusqu'à quel point tous les liens sont économiques, aussi bien que de sang. C'est réel. Si je faisais un film dans une ferme agricole en Normandie, si c'est une famille, il y aurait des liens d'argent, ça se transformerait en liens de terre, en nombre de bêtes, ça se transformerait en partage de ceci et de cela. Ce que je veux, c'est utiliser le cliché, un cliché pour atteindre la structure mentale.

ML: Dans l'histoire du film, le frère aîné compte l'argent dépensé par le frère assassiné, alors que Abe (Abel...?) veut savoir qui était son frère et qui ont été les gens qu'il fréquentait...

RN: C'est ça qui est rigolo dans le film. Il ne va jamais savoir qui était son frère, mais il va atteindre sa conscience à lui. Le dernier plan du film est comme un grand rire, il atteint ce qu'il est lui-même. Alors qu'au départ, ça part comme un film noir où il mène une enquête, mais l'enquête ne le mène nulle part, une fois qu'il a trouvé la fille, eh bien... il invente les propres termes de sa vie. Il apprend à se débarrasser de la vision et de la nostalgie de son frère et ça passe par le corps. En fait, notre vision de plateau, des gens qui étaient sur le film, c'était un peu la vision du personnage. Ce sont des gens qui le confondaient. S'il y avait quelque chose de plus dans le format qu'on avait utilisé, c'était la fragilité d'un regard, et d'un outil de captation, qui devenait un rapport moral. On saisit quelque chose qui s'en va, qui est dérisoire. Ce n'est qu'une petite chronique, c'est un fait divers.

ML: Le corps, le passage par le corps... la scène très forte où il aimerait prendre sa femme dans les bras et qu'elle le refuse pour des raisons religieuses...

RN: Le problème des religions, c'est que c'est toujours utilisé comme un pouvoir. On abrutit les gens, parce que la religion est toujours utilisée comme un pouvoir.

propos recueillis par
Heike Hurst

Une manif pour du (petit) beurre

TROIS JOURS AVANT L'EXAMEN du projet de loi Guigou sur la modernisation sociale, la manifestation nationale contre les plans de licenciement qui a eu lieu à Paris le samedi 9 juin, suivant l'itinéraire classique République - Bastille - Nation, ne restera pas comme un haut fait de la lutte de classes.

Reconnaissant avoir eu des difficultés à construire la mobilisation, notamment en raison de la passivité des grandes confédérations, les intersyndicales des entreprises en butte à des plans sociaux ont quand même réussi à mobiliser entre 10 000 et 15 000 personnes. Le cortège s'est ébranlé avec, en tête, les salariés de Danone, Marks & Spencer, AOM-Air Liberté, Dim, Bull et Valéo, suivis des syndicats et des associations; les partis politiques (PCF) étant refoulés en queue de manifestation.

Agir au lieu de gémir

Des dizaines de milliers de licenciements en France, des centaines de milliers en Europe, plus encore dans le reste du monde. Que les entreprises fassent des profits ou non, elles ne doivent, pour se maintenir dans la logique capitaliste, qu'être chaque jour plus compétitives: donc être de plus en plus adaptées aux

impératifs du marché. Le fonctionnement du capitalisme a toujours suivi, et suivra toujours ce schéma: faire mieux que les concurrents ou disparaître. Pour les salariés, cela se traduit par: licenciements, régions sinistrées, misère.

Une loi qui interdirait des licenciements, quels qu'ils soient, est un faux remède proposé par des marchands d'illusions. La gauche « plurielle », au pouvoir dans 9 pays sur 12 en Europe, n'est que l'état-major conscient de la bourgeoisie. Elle n'est là que pour pérenniser le système et empêcher toute explosion sociale. Qui

peut penser un seul instant que le gouvernement et l'état interdiront les licenciements. Cette gauche n'a d'existence qu'en tant que bras armé des acquis de la bourgeoisie possédante, donc du capitalisme.

Dans ces conditions, la classe ouvrière doit non seulement œuvrer contre le capital, mais encore contre ceux qui, au pouvoir, sont sensés la défendre. Quoi qu'on en dise, les socialistes ne sont ni des salauds, ni des traîtres, mais simplement des ennemis de classes.

Pascal. - groupe Louise Michel

Amis lecteurs

La situation financière préoccupante du Monde libertaire nous a amené dernièrement à faire appel à votre solidarité. Cet appel n'a pas été vain. Pour enclencher une dynamique et veiller au maintien de notre hebdomadaire et de sa périodicité, le 58^e congrès de la Fédération anarchiste qui s'est tenu les 2, 3 et 4 juin à Besançon a décidé de procéder à une modification du planning de parution. Ce numéro 1249 sera le dernier numéro de l'hebdo avant la période estivale. Reprise de l'hebdo le jeudi 13 septembre 2001.

Cependant, il a été décidé d'éditionner 2 numéros Hors Série durant l'été. Deux rendez-vous à ne pas manquer: le jeudi 28 juin 2001 sortie du Monde libertaire HS n° 18, le jeudi 2 août 2001 sortie du Monde libertaire HS n° 19. Une double occasion de faire connaître notre journal à ceux qui sont proches de nos idées, à ceux qui les découvrent, à ceux qui souhaitent en savoir plus sur ce que pensent les anarchistes.

L'Administrateur du Monde libertaire.

Prisons: toujours trop de suicides

NOUS, COLLECTIF DE DÉFENSE des familles et proches de personnes incarcérées, nous tenons à exprimer notre inquiétude quand au nombre de suicides à la Maison d'arrêt de Gradignan.

Nous déplorons que tant de moyens soient mis en place pour éviter les évènements et que si peu existent pour prévenir les suicides, alors que le taux d'évasions, réussies ou non est

dérisoire par rapport au nombre de suicides.

Nous rappelons que la France se situe en tête des pays européens pour les suicides en prison et que l'état lamentable du milieu carcéral a été cité dans le rapport d'Amnesty International de l'an 2000.

Jusqu'à quand devons nous rester impuissants et voir des êtres humains mourir dans l'indifférence générale, sachant très bien que le

remède est dans une plus grande prise en compte de la dignité humaine et de la considération de la vie familiale, affective et sexuelle des personnes incarcérées.

Nous insistons sur l'urgence de la mise en place d'unités de visites familiales comme il en existe dans pratiquement tous les pays européens et même dans certains pays considérés par la France comme des pays non respectueux des droits de l'homme.

Le Collectif, créé par des femmes détenues, s'inquiète du peu de considération que le milieu carcéral accorde à la famille, et ne peut que dénoncer les mesures parfois arbitraires par l'administration pénitentiaire, qui visent à séparer et à détruire la cellule familiale pourtant élément majeur dans la réinsertion du détenu.

La présidente du Collectif
Leslie Wisse-Laroche

L'Émancipé

Si vous êtes intéressé par la lutte contre l'ordre moral, les religions, les sectes, les phénomènes de croyances... Une nouvelle revue vient de voir le jour, l'Émancipé, elle est à commander à l'adresse suivante: La Plume Noire 19 rue Pierre-Blanc 69001 Lyon, pour la somme de 25 F port compris (chèque à l'ordre de Kronstadt). Au sommaire du numéro 1: le voyage du pape en Syrie, le fanatisme religieux en Israël, l'IVG et l'Église, des brèves du monde entier.... N'oubliez pas de nous communiquer votre adresse complète.

RB

La raison du plus fort n'aura jamais raison de nous !

C'est sûrement parce que les contestataires ont la tête dure que nos bons maîtres s'acharnent à vouloir nous la fêler pour la rendre perméable à la petite litanie de la soumission passive.

Ce doit être parce que nous sommes d'irréductibles ringards cramponnés à des vieilleries comme l'égalité sociale et la liberté individuelle que notre conversion à l'esclavage moderne doit se faire au forceps de la répression républicaine et démocratique. Ainsi quand on se prend le déluge fichage, amende, garde à vue, procès...

sur le coin de la gueule, on apprécie que nos camarades nous aident à ouvrir le parapluie.

Je remercie fraternellement la FA, les Chats Niçois Turbulents et les autres pour le coup de main matériel et moral qu'ils m'ont apporté suite à ma rencontre avec la ficaille suisse à la sauce Davos. Je constate qu'à la mise en place des structures de répression au niveau mondial répond une mondialisation de la solidarité qui ressemble à de l'unité en acte. Ce genre d'unité qui fait s'ouvrir le cœur et se fermer le poing.

Guillaume. - groupe Atanar (Haute-Savoie)

A G E N D A

vendredi 15 juin

LYON: Rencontre-débat avec des militant-e-s anarchistes de Montréal (Québec), membres de la NEFAC, autour d'une présentation du mouvement libertaire nord-américain et du bilan des actions contre le sommet des Amériques à 21 heures dans le cadre du Café libertaire (19, rue Pierre Blanc, 1^{er}, entrée par l'allée).

TOULOUSE: Débat contre la vidéosurveillance à 20 h 30 à la Bourse du travail organisée par les collectifs « Souriez vous êtes filmés » et « SOS vidéosurveillance ».

samedi 16 juin

MONTREUIL (93): Dans le cadre de l'exposition sur Louise Michel (jusqu'au 29 juillet) au Musée d'histoire vivante (31 bd Théophile-Sueur): à 16 heures, danss contemporaine par la compagnie Agora; à 18 heures, « LM, de rouge et de noir » avec Michel Aguetzaz, conteur.

NANTES: Pour l'arrêt des poursuites contre les usagers de stupéfiants, 14 heures place de la petite Hollande, à l'appel du CIRC, FA, No Pasaran et CNT.

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum-débat autour du livre « Théorie générale de la révolution » de Michel Bakounine à 16h30 au 145, rue Amelot (11^e).

PARIS: Le RATP (Réseau pour l'abolition du transport payant) appelle à une action à 14 heures place du Châtelet.

UZÈS: Le groupe Gard Vaucluse de la FA vous donne rendez vous à Arpaillargues (près d'Uzès), à la Fête des Libertés organisée par la Ligue des Droits de l'Homme, en collaboration avec Ras le Front. Début à 16h, stands, conférence-débat, paëlla géante, concert.

dimanche 17 juin

PARIS: Journée de soutien à la Dial house foundation. Au programme: expo de peinture (Gee Vaucher); discussion, vidéo; concert avec Kochise et Foetus party. A 16 h 30 au CICC, 21 ter rue Voltaire (11^e). PAF: 30 F.

lundi 18 juin

LYON: Rassemblement pour le 25^e anniversaire de l'Appel du 18 juin à 18 heures place Bellecour pour l'abrogation de la loi de 1970, pour l'ouverture d'un grand débat sur les drogues et le retrait du Cannabis du tableau des stupéfiants.

PARIS: Rassemblement à 18 heures, parc de la Villette à l'appel du CIRC pour une dépénalisation du cannabis.

RENNES: Rassemblement à 18 heures, place de la mairie à l'appel du CIRC pour une dépénalisation du cannabis.

mardi 19 juin

ROUEN: Café libertaire à 20 h 30. On boit un (petit) coup et on discute. Thème de la soirée: les services publics. A la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

22, 23 et 24 juin

DIJON: Journées portes ouvertes aux Tanneries, 13-15 bd de Chicago. Chansons, théâtre, poésie les vendredi et samedi à partir de 20 heures; journée pour les enfants le dimanche à partir de 15 heures. Renseignements: <http://www.chez.com/maloka>

vendredi 22 juin

UZÈS: Le groupe Gard-Vaucluse de la FA organise une réunion publique sur le thème « Qu'est ce que l'anarchisme ? » à 20h30, à la MJC, place de Verdun. Entrée libre, table de presse.

samedi 23 juin

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum-débat avec Daniel Pinos, auteur du livre « Ni l'arbre ni la pierre » à 16 h 30 au 145, rue Amelot (11^e).

dimanche 24 juin

LYON: Journée conviviale et champêtre à une quinzaine de km de Lyon autour d'un Barbecue, de discussions, de chants, de partie de pétanque... en soutien au groupe Kronstadt de la FA. Renseignements et inscriptions à la Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}, Tel: 04 72 00 94 10).

jeudi 28 juin

TOULOUSE: Le groupe Albert Camus vous invite à une « rencontre avec la Fédération anarchiste » autour d'une vidéo de présentation, à 20h30 à l'Athénée Albert Camus, 36 rue de Cugnaux (M^e Patte d'Oie ou Arènes).

samedi 30 juin

NIMES: Le groupe Gard-Vaucluse de la FA participe avec plusieurs associations combattants les nuisances en général et les incinérateurs en particulier (plusieurs inculpés) à un grand rassemblement.